

**Dérogation à l'arrêté préfectoral
du 29 avril 2013 relatif à la lutte
contre les bruits de voisinage**

Mairie de **CHINON**

N° 2024 - 376

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu, le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2, L.2214-4 et L.2215-1,

Vu, le code de l'environnement et notamment les articles L.571-6 à L.571-26, R.571-26 à R.571-97,

Vu, le code de la santé publique et notamment les articles L.1311-1, L.1311-2, L.1312-1 et 2, L.1421-4, L.1422-1, R.1334-30 à R.1334-37, R.1337-6 à R.1337-10-1,

Vu, l'arrêté préfectoral du 29 avril 2013, relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et notamment l'article 15,

Vu, le règlement de voirie de la Ville de Chinon en date du 24 juin 2021,

Considérant, la demande formulée le 29 Avril 2024 par l'Association du Faubourg – Rue du Raineau – 37500 CHINON, afin d'obtenir l'autorisation d'utiliser une sonorisation à l'occasion de la "Fête des Voisins",

Considérant, que le dossier fourni par la pétitionnaire présente les mesures de protection prévues pour le public et les riverains, en rapport avec le niveau des émissions sonores qui seront diffusées,

Considérant, que cette dérogation est nécessaire pour le déroulement de la manifestation déclarée.

ARRÊTE

Article 1 : Une dérogation à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2013 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage est accordée à l'Association du Faubourg, à l'occasion de la " **FÊTE DES VOISINS** " afin d'utiliser une sonorisation d'une puissance totale de 200 watts le **Vendredi 24 Mai 2024 - Quai Danton sur la partie enherbée.**

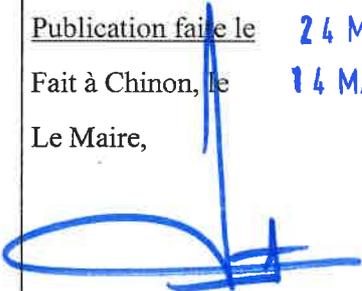
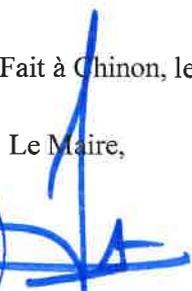
Article 2 : Le pétitionnaire s'engage à prendre toutes dispositions pour respecter :

- Les horaires visés à l'article 1,
- Une intensité des dispositifs sonores modérée afin que le public ne soit pas exposé à un niveau sonore portant atteinte à sa santé. Le public ne devra en aucun cas être exposé à un niveau sonore dépassant la valeur de 85 dB(A) exprimée en LAeq (10 minutes).

Article 3 : Une information de ces dispositions sera portée à la connaissance du public par tous moyens.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Madame la déléguée territoriale d'Indre-et-Loire de l'Agence régionale de Santé du Centre, Monsieur le Responsable du service de la Police Municipale Intercommunale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au pétitionnaire.

<u>Certifié exécutoire par :</u>	
Dépôt à la Sous-Préfecture le :	24 MAI 2024
Publication faite le	24 MAI 2024
Fait à Chinon, le	14 MAI 2024
Le Maire,	Fait à Chinon, le 14 MAI 2024
	
Jean-Luc DUPONT	Jean-Luc DUPONT

